

## Belarus : A quoi servent les élections ?

La Belarus, ou Biélorussie est un pays slave, très proche de la Russie en tous les sens du terme, mais si ses habitants aiment leur indépendance, ils n'aiment pas leur dictateur.

Poutine soutien Loukachenko, dans l'espoir que le pays adhère à la fédération Russe un jour ou l'autre.

Ils jouent au chat et à la souris, mais les souris on en voit manifester par dizaine de milliers à Minsk !



→ Le Bélarus, ou Biélorussie, n'est pas à proprement parlé une vieille nation. Grande comme la moitié de la France pour dix millions d'habitants, ce territoire en marge de la Russie et de la Pologne, a appartenu à des princes Ukrainiens, Russes, Lituanais, Polonais, mais n'a jamais été un état ou une nation vraiment originale avec des dynasties clairement identifiées. Quelques jours indépendants en 1919, elle devient une République Socialiste Soviétique dès 1920. La seconde guerre mondiale y est effroyable, 98 % du patrimoine historique est détruit, 25 % de la population y trouve la mort, 95 % des 800 000 juifs du pays sont assassinés.

→ Indépendante depuis 1991, le Belarus n'a jamais manifesté d'hostilité particulière vis à vis de la Russie, d'ailleurs si les campagnes continuent à parler le Biélorusse, la population, surtout les jeunes utilisent de plus en plus le Russe dans leurs conversations de tous les jours. La vague d'indépendance des républiques soviétiques s'est souvent accompagnée d'une vague de libéralisme, mais pas au Bélarus qui est resté très soviétique dans son mode de fonctionnement.

→ Logiquement, le président élu, **Alexandre Loukachenko** est le Poutine du Bélarus, élu triomphalement en 1994 avec 80 % des voix, il perpétue cet exploit, élu à nouveau en 2020 avec plus de 80 % des voix, il est aussitôt félicité par la Syrie, la Turquie, le Vénézuëla, la Russie, et les anciennes républiques soviétiques sauf les pays Baltes et l'Ukraine qui se sont joint à l'Europe, au Japon, et aux Etats Unis et Canada pour réclamer des sanctions contre « le dictateur ».



→ C'est que les élections sont rarement règlementaires dans le pays, aux dernières législatives, l'opposition n'a pas eu de députés, car on leur a interdit de se présenter. A la présidentielle qui vient de se dérouler le 10 août 2020, le chef de l'opposition a aussi été empêché, alors contre toute attente, c'est son épouse qui a posé sa candidature, **Svetlana Tikhanovska** obtient officiellement 10 % des sièges. Elle s'est déclarée vainqueur des élections, et a pris la tête de très puissantes manifestations... avant de fuir le 10 Août pour la Lituanie

→ Alexandre Loukachenko est pourtant un bon patriote, le 27 juillet, ses services auraient arrêté 200 mercenaires Russes venus semer le désordre pendant les élections. Mais cela n'a probablement pas suffi pour remplir les urnes, alors il aurait fallu trouver d'autres méthodes. Ses soutiens sont loin de représenter les 80 % des voix qu'il revendique, il a été incapable de les réunir, un film diffusé sur le net montre de maigres cohortes de quelques centaines de personnes au maximum. Les arrestations d'opposants ne sont jamais une preuve de popularité.

→ Vladimir Poutine, son confrère Russe se tient en embuscade, il rêve de faire adhérer le Bela-

## Revue de presse

[Des opposants et dirigeants grévistes arrêtés au Bélarus](#) Euronews AFP  
[Bélarus: plusieurs manifestants interpellés](#), Alexievitch interrogée Le Point AFP

[La stratégie secrète de Poutine pour mettre Loukachenko à genoux](#) Le Nouvel Observateur (partiel) Jean-Baptiste Naudet

### Des opposants et dirigeants grévistes arrêtés

Par Euronews avec AFP • Dernière MAJ: 25/08/2020 - 07:36



Les autorités biélorusses ont multiplié lundi les arrestations d'opposants et de dirigeants grévistes au lendemain d'une nouvelle manifestation monstre contre les résultats de la présidentielle contestée du 9 août.

Le mouvement inédit de protestation contre le président Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis 1994, entre dans sa troisième semaine, mais le chef de l'Etat multiplie les déclarations et mises en scène martiales.

### La prix Nobel de littérature convoquée par les enquêteurs

Symbole de la pression qui s'accroît sur le mouvement de contestation, la lauréate du prix Nobel de littérature **Svetlana Alexievitch** a été convoquée pour mercredi par les enquêteurs, en tant que membre du "conseil de coordination" formé par l'opposition et qui fait l'objet de pressions et poursuites en justice pour "menace à la sécurité nationale".

Lundi, deux membres de ce "conseil", destiné à promouvoir une transition pacifique du pouvoir, **Sergueï Dilevski et Olga Kovalkova**, ont été interpellés à l'entrée de l'emblématique usine de tracteurs de Minsk (MTZ), pour avoir illégalement organisé une grève selon leurs partisans.

Outre sa place dans ce "conseil", **Sergueï Dilevski** est également le président du comité de grève de cette usine.

Le président du comité de grève d'une autre importante usine, celle de fabrication de véhicules lourds MZKT, **Alexandre Lavrinovitch**, a également été appréhendé par la police lundi pendant qu'il collectait des signatures en faveur d'un nouvel arrêt de travail, ont dit des ouvriers à l'AFP.

Enfin, le coprésident du comité de grève du producteur de potasse Belaruskali, **Bokoun Anatoli**, a aussi été interpellé lundi, à Soligorsk, une ville industrielle située à environ 135 km au sud de Minsk.

L'opposition, outre ses manifestations quotidiennes, a déclenché des grèves qui ont touché des secteurs clés de l'économie biélorusse, mais celles-ci ont perdu de leur ampleur après de multiples pressions des autorités sur les salariés.

### Loukachenko martial

**Olga Kovalkova** a déposé une plainte auprès de la Cour suprême vendredi pour obtenir l'annulation de la présidentielle, officiellement remportée par Alexandre Loukachenko avec 80% des suffrages.

L'annonce de ces résultats, jugés frauduleux, a provoqué l'actuel mouvement de contestation. **Dimanche, quelque 100 000** personnes ont manifesté dans les rues de la capitale, comme elles l'avaient déjà fait le 16 août.

Alexandre Loukachenko n'a quant à lui cessé de montrer les muscles depuis le début des protestations, dénonçant un complot occidental et renforçant l'armée aux frontières, notamment près de la Lituanie où un lâcher de ballons en signe de soutien aux manifestants a causé un incident.

### "Refroidir certaines têtes brûlées"

Selon Vilnius, un hélicoptère militaire biélorusse a violé lundi pendant quelques minutes l'espace aérien de ce pays membre de l'UE et de l'Otan. Minsk a pour sa part dit avoir contré une "tentative de violation" de son espace aérien par "une sonde composée de huit ballons avec des symboles antigouvernementaux".

**Alexandre Loukachenko** a accusé le "conseil" de l'opposition de vouloir "s'emparer du pouvoir" et a menacé de "refroidir certaines têtes brûlées" en son sein.

**Au cours de la manifestation monstre de dimanche, il s'est affiché dans une vidéo en gilet pare-balles et armé d'un fusil d'assaut près de sa résidence à Minsk, qualifiant les protestataires de "rats".**

"

Lundi encore, l'agence de presse étatique Belta a diffusé une vidéo rassemblant des déclarations martiales de M. Loukachenko sur une musique de film d'action, le montrant notamment arme à la main saluer des policiers antiémeute.

S'entretenant lundi au téléphone avec Vladimir Poutine, son principal allié malgré des relations en dents de scie, M. Loukachenko a informé son homologue russe des "mesures prises en vue de la normalisation de la situation" au Bélarus, selon le Kremlin.

### "Situation critique"

L'égérie de l'opposition qui revendique la victoire à la présidentielle, **Svetlana Tikhanovskaïa**, réfugiée en Lituanie, doit pour sa part s'exprimer mardi devant une commission du Parlement européen. Elle a rencontré lundi à Vilnius le numéro 2 du département d'Etat américain Stephen Biegun.

"M. **Loukachenko** ne bénéficie du soutien ni du peuple bélarusse ni de la communauté internationale. Chaque jour, il refuse d'accepter la volonté de son peuple, ne faisant que prolonger la crise et l'aggraver", a-t-elle déclaré.

M. Biegun a pour sa part salué en Mme Tikhanovskaïa une "personne très impressionnante", toute en assurant que Washington n'entendait pas "décider du cours des événements au Bélarus".

En déplacement en Ukraine, le chef de la diplomatie allemande Heiko Maas a quant à lui réitéré l'appel européen au chef de l'Etat bélarusse à accepter le dialogue pour régler une "situation critique".

"Je pense que Loukachenko voit que ces dernières semaines les rues se sont remplies de manifestants. C'est pourquoi nous appelons à ne pas recourir à la violence, à respecter les droits des manifestants", a-t-il dit.

L'UE a rejeté les résultats de la présidentielle et a promis de nouvelles sanctions contre un nombre "substantiel" de responsables du pouvoir bélarusse.



## Bélarus: plusieurs manifestants interpellés, Alexievitch interrogée

AFP Publié le 26/08/2020 à 21:30 [Le Point](#) © AFP / Sergei GAPON



Une vingtaine de manifestants protestant contre la réélection controversée du président [Alexandre Loukachenko](#) ont été interpellés mercredi et la lauréate du prix Nobel de littérature [Svetlana Alexievitch](#) a été interrogée au Bélarus, en proie à un mouvement de contestation inédit.

Un millier de protestataires se sont réunis dans la soirée sur la place de l'Indépendance à Minsk, la capitale bélarusse, et une vingtaine d'entre eux ont été interpellés par les forces antiémeutes déployées en nombre, selon des journalistes de l'[AFP](#).

Les manifestants jugent frauduleux les résultats du scrutin du 9 août officiellement remporté par M. Loukachenko, au pouvoir depuis 1994, avec 80 % des voix. **Plus de 100.000 personnes ont manifesté à Minsk le 23 août, pour le deuxième dimanche consécutif, contre les résultats de l'élection présidentielle.**

Alors que le mouvement de contestation, marqué notamment par des grèves dans les industries vitales, est entré lundi dans sa troisième semaine, la répression s'accroît. La lauréate du prix Nobel de littérature Svetlana Alexievitch a été ainsi convoquée mercredi au comité d'enquête pour un interrogatoire dans le cadre des poursuites visant le "conseil de coordination", créé par l'opposition pour promouvoir une transition du pouvoir et dont elle est membre. Mme Alexievitch, 72 ans, est repartie en refusant de répondre aux questions des enquêteurs.

"Je ne me sens coupable de rien", a lancé à la presse l'écrivaine, qui a obtenu le prix Nobel en 2015, assurant que le "conseil de coordination" n'a "pas d'autres objectifs que de consolider la société".

La justice bélarusse a entamé des poursuites contre le "**conseil de coordination**", accusé d'"appels à des actions visant à porter atteinte à la sécurité nationale", ce qui rend ses membres passibles de peines allant de trois à cinq ans de prison.

Deux d'entre eux, **Sergueï Dilevski et Olga Kovalkova**, ont été condamnés mardi à dix jours de détention en lien avec la manifestation non autorisée de dimanche.

Un autre membre du "conseil", **Pavel Latouchko**, un ex-ministre de la Culture, a été interrogé mardi. Directeur du théâtre académique d'Etat de la capitale, il a été limogé après avoir apporté son soutien à l'opposition.

Mercredi, la police a par ailleurs perquisitionné au domicile d'un opposant, **Valéri Tsepka**, réfugié à l'étranger, selon son porte-parole, Alexeï Ourban.

Pour sa part, le président du comité de grève chez Grodno Azot, un important producteur bélarusse d'engrais, Iouri Rovovoï, a annoncé mercredi, dans un message sur Instagram, s'être enfui en [Pologne](#) de crainte d'être arrêté.

Dans ce contexte, les ONG Human Rights Watch, [Amnesty International](#) et la Fédération internationale pour les droits humains ont appelé mercredi, dans une lettre ouverte, à convoquer "de la manière la plus urgente" une session extraordinaire du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU pour discuter de la "crise des droits humains au Bélarus".

Pour sa part, le président russe **Vladimir Poutine** a qualifié de "contre-productive toute tentative d'ingérence dans les affaires intérieures (du Bélarus) et de pression sur ses autorités", dans un entretien téléphonique avec le Premier ministre italien, Giuseppe Conte, selon un communiqué du Kremlin.



## La stratégie secrète de Poutine pour mettre Loukachenko à genoux

Par [Jean-Baptiste Naudet](#) Publié le 26 août 2020 à 08h00 Le [Nouvel Observateur](#)

Le torchon brûle entre Alexandre Loukachenko et son protecteur Vladimir Poutine. Pour prix de son indocilité, le Kremlin a concocté une « révolution démocratique » pour faire plier l'autocrate biélorusse. Elle pourrait le renverser. Décryptage.



Vladimir

*Poutine et Alexandre Loukachenko lors d'un match de hockey sur glace, à Sotchi, le 7 février 2020. (ITAR TASS / BESTIMAGE)*

**Vladimir Poutine** n'en peut plus. Le maître de la Grande Russie en a assez d'**Alexandre Loukachenko**, le très indocile président de la petite Biélorussie. Pourtant cette pauvre ex-république soviétique de 9,5 millions d'habitants, très russifiée, décimée par la répression stalinienne et la Seconde Guerre mondiale, est censée être la « sœur » la plus fidèle de la Russie. Mais, en ce mois de février 2020, dans la résidence présidentielle russe de Sotchi, les discussions entre les deux chefs d'Etat tournent mal. Encore une fois. Les présidents discutent pendant des heures, en vain. La comédie de Loukachenko dure depuis des années. En public, les deux hommes sourient, jouent au hockey sur glace ensemble. En privé, ceux qui connaissent les coulisses racontent qu'ils se crient sans cesse dessus.

**P**outine a les nerfs solides. Mais Loukachenko a franchi toutes les limites, et depuis longtemps. Il joue un jeu dangereux, il ne réalise pas qu'il n'est pas – plus – en position de force. Il n'arrête pas de faire des enfants dans le dos à la Mère Russie. Hier avec les Européens, aujourd'hui avec les Américains, et même les Chinois, alliés du Kremlin. Poutine, ancien lieutenant-colonel du prestigieux premier directorat du KGB, décide alors de remettre au pas l'ex-directeur biélorusse du sovkhoze Lénine qui a appris à faucher les foins au « nouveau Russe » Gérard Depardieu. Soit Loukachenko revient à la raison, la raison russe, soit il saute.



## Biélorussie : cinq choses à savoir sur l'inamovible Alexandre Loukachenko, réélu président

publié le 09/08/2020 [FranceTVinfo](#)

A 65 ans, le président de la Biélorussie refuse de lâcher le pouvoir et a obtenu un sixième mandat. Mais pour la première fois, face à lui, une candidate, Svetlana Tikhanovskaïa, a réussi à fédérer l'opposition et à soulever les foules.



*Le président de Biélorussie, Alexandre Loukachenko, vote à Minsk, la capitale du pays, pour les élections présidentielles, dimanche 9 août 2020. (SERGEI GAPON / POOL)*

**I**ndéboulonnable. A 65 ans, le chef de l'Etat sortant biélorusse, Alexandre Loukachenko, a été réélu pour un sixième mandat à l'issue de l'[élection présidentielle](#) du dimanche 9 août. Selon les résultats officiels communiqués par l'agence étatique Belta, il a remporté l'élection avec 80,23% des voix.

Qui est cet homme qui dirige depuis un quart de siècle l'ancienne république soviétique en faisant taire ses opposants, arrêtés ou condamnés à l'exil ? Voici cinq choses à retenir sur cet homme qui a dû affronter une adversaire surprise, **Svetlana Tikhanovskaïa**.

### 1 Il se pose en rempart contre "le capitalisme sauvage"

**E**n 1994, lorsqu'il se présente pour la première fois, **Alexandre Loukachenko** est élu triomphalement président, avec plus de 80% des suffrages. A ce moment-là, il est porteur d'espoir, sous-entendu, de Paris où il vit, Andreï Vaitovich, un jeune journaliste "biélorusse" (il préfère cette [dénomination officielle](#) au terme "[biélorusse](#)" privilégié en France).

Trois ans après la fin de l'Union soviétique, Alexandre Loukachenko sait en effet à merveille exploiter le "désarroi d'une population déboussolée par l'éclatement de l'URSS en 1991, en jouant la carte nationaliste et en promettant de s'en prendre à la corruption", explique [L'Obs](#), dans un portrait datant de 2001.

Car l'homme est habile. Né en 1954 à Kopys, dans le nord du pays, Alexandre Loukachenko fait des études d'économie agro-industrielle. Après avoir effectué son service militaire "comme commissaire politique dans le corps des garde-frontières à Brest-Litovsk, près de la Pologne", rappelle [L'Obs](#), il fait carrière dans l'agriculture, en dirigeant des fermes d'Etat. Parallèlement, **il grimpe les échelons du Parti communiste biélorusse jusqu'à se lancer en politique en 1990** : élu au Parlement cette année-là, il y dirige une commission de lutte contre la corruption. Ce poste en vue lui servira de tremplin pour la présidentielle.

La réalité a toutefois rattrapé le président qui a reconnu, à la fin juillet, avoir été contaminé par le [Covid-19](#), mais, selon lui, sans symptômes. Depuis, il soutient que l'épidémie a été enrayerée dans son pays grâce à des mesures "adéquates".

## 2 Il réprime sans pitié les opposants

Une fois élu, Alexandre Loukachenko garde le pouvoir en supprimant, via un référendum en 2004, toute limitation des mandats présidentiels. Et surtout en réprimant toute opposition : pendant deux décennies et demie, il fait fuir, taire ou emprisonner tous les opposants. Quatre d'entre eux, rappelle Andreï Vaitovich, sont même "*portés disparus dans les années 1990*". Le président biélorusse, résumait Arte dans cette vidéo datant de 2014, "*entretient depuis 1994 la terreur en laminant toute forme de contestation. Des centaines d'opposants ont été arrêtés (...). Les médias sont contrôlés, les syndicats sont muselés, les ONG indépendantes sont tout simplement interdites.*"

Six ans plus tard, [Amnesty International](#) note qu'en 2020, à l'approche de la présidentielle, "*les droits humains sont attaqués de toute part*" dans ce pays où la peine de mort est toujours en vigueur. Les "*opposants sont quasiment tous en diaspora à l'étranger*", remarque Anna Colin Lebedev, maîtresse de conférence à Nanterre et spécialiste de l'ex-URSS. D'autres voix critiques, comme l'ex-banquier Viktor Babaryko ou le vidéo-blogueur à succès Sergueï Tikhanovski, sont mises sous les verrous sous des chefs d'accusation divers, pour les empêcher de se présenter à la présidentielle.

Reste celle qu'Alexandre Loukachenko n'avait pas vu venir : l'épouse de Sergueï Tikhanovski, [Svetlana Tikhanovskaïa](#). La jugeant peu dangereuse, le pouvoir valide sa candidature surprise à la présidentielle, qui se substitue à celle de son mari. Sans doute une erreur d'appréciation : la trentenaire soulève les foules et réussit à fédérer l'opposition. Mais Alexandre Loukachenko le dit et le répète : il ne lâchera pas le pouvoir. Mardi 4 août, il lance à l'opposition : "*Nous n'allons pas vous donner le pays.*" Dimanche 8 août, jour de l'élection, il promet de "*ne pas perdre le contrôle de la situation*".

## 3 Il a été réellement populaire dans les campagnes

Les méthodes autoritaires d'Alexandre Loukachenko ont parfois fait oublier qu'il a été réellement apprécié d'une partie de sa population. Le président biélorusse a longtemps joui, selon Anna Colin Lebedev, d'"*une certaine légitimité auprès de la population, qui pense que ça pourrait être pire*".

C'est notamment vrai dans les campagnes, qui représentent encore un cinquième de la population. Selon une [note publiée en 2017](#) par trois chercheurs français dans la *Revue d'études comparatives Est-ouest*, le régime était encore "*largement soutenu*" par la population rurale dans les années 2010. "*On pointe les défauts du système collectiviste biélorusse – salaires faibles, incohérence des décisions prises "en haut", etc. – mais on manifeste son attachement à ce système économique qui assure stabilité et prévisibilité (sécurité de l'emploi, réduction de l'incertitude, niveau minimum de bien-être garanti, etc.)*", écrivaient alors Ronan Hervouet, Alexandre Kurilo et Ioulia Shukan. Mais il est difficile, en 2020, d'apprécier la popularité réelle de "*Sacha 3%*", selon le surnom railleur donné à Alexandre Loukachenko par l'opposition. **Les sondages d'opinion indépendants sont interdits dans le pays.**

## 4 Il a des rapports compliqués avec Vladimir Poutine

Ancienne république soviétique, la Biélorussie dépend fortement de la Russie, qui lui vend du gaz et du pétrole à tarif réduit. Et les liens déjà forts avec la puissante voisine ont encore été renforcés par [l'Union économique eurasiatique](#), une union douanière qui rassemble Biélorussie, Russie, Arménie, Kazakhstan et Kirghizistan. En revanche, sans doute échaudé par l'annexion russe de la Crimée ukrainienne en 2014, **Alexandre Loukachenko s'oppose à une intégration plus poussée entre la Biélorussie et la Russie**, qui serait souhaitée par Vladimir Poutine. Du coup, même s'il reste dans l'orbite russe, le président biélorusse surfe sur les désaccords Est-Ouest pour préserver sa marge de manoeuvre.

Juste avant l'élection, les rapports se sont tendus avec Moscou après l'arrestation, fin juillet à Minsk (capitale de la Biélorussie), de 33 mercenaires russes du [groupe militaire privé Wagner](#), réputé proche du Kremlin. Alexandre Loukachenko les a accusés d'avoir voulu le renverser, ce que Moscou dément formellement.

Pour [Olga Belova](#), docteure en sciences politiques, maîtresse de conférences à l'université Bordeaux-Montaigne en civilisation russe contemporaine et spécialiste de la Biélorussie, "*il n'y a pas, jusqu'à présent, de fondement, de déclaration, montrant que la Russie intervienne de façon active. Moscou, pour l'instant, reste très neutre dans cette campagne. Elle attend.*" Mais, selon des interlocuteurs cités par [Le Monde](#), le président russe préférerait néanmoins la réélection d'Alexandre Loukachenko, qu'il connaît bien, plutôt qu'une période d'incertitude.

## 5 Il s'est longtemps montré "covidosceptique"

Promis, juré, la pandémie de Covid-19 ne passe pas par la Biélorussie, a longtemps assuré le président du pays. A la façon d'un Trump aux Etats-Unis ou d'un Bolsonaro au Brésil, il a tourné en dérision, au printemps, les précautions prises ailleurs. "Il n'y a pas de virus ici. Vous voyez un virus ? Moi non", lance le chef de l'Etat biélorusse à une journaliste, dans cette vidéo d'[Arte](#). Et une autre séquence le montre moqueur, en train de conseiller d'absorber, en guise de prévention, "100 g de vodka" pour "se laver l'intérieur".



Pire encore, "il a imposé une obligation de silence aux hôpitaux, qui ont dû s'organiser tout seuls, et en donnant des infos non fiables", détaille Anna Colin Lebedev. Un manque de transparence particulièrement malvenu car, complète-t-elle, "les Biélorusses ont beaucoup souffert en 1986 de la catastrophe de [Tchernobyl](#). Depuis, ils craignent les mensonges d'Etat sur les problèmes sanitaires." "La crise du coronavirus a marqué les esprits, surenchérit Andreï Vaitovich, qui a publié sur le sujet une tribune virulente dans [Libération](#) à la mi-avril. Les statistiques officielles et le nombre de décès affichés n'étaient pas cohérents avec ceux des pays voisins. Ce mépris d'Alexandre Loukachenko envers son peuple est mal passé."

La réalité a toutefois rattrapé le président qui a reconnu, à la fin juillet, avoir été contaminé par le [Covid-19](#), mais, selon lui, sans symptômes. Depuis, il soutient que l'épidémie a été enrayée dans son pays grâce à des mesures "adéquates".

